



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

**ARCHIVES DU CABINET DE PIERRE BÉRÉGOVOY,  
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU  
BUDGET**

**(1981-1986)**

**Répertoire numérique détaillé**

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Travaux budgétaires.....	<a href="#">6</a>
Affaires ponctuelles.....	<a href="#">6</a>

**Référence**

B-0064192/1 - B-0064197/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Archives du cabinet de Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget

**Dates extrêmes**

1981-1986

**Noms des principaux producteurs**

Cabinet Pierre Bérégovoy

**Importance matérielle**

6 boîtes soit 0,70 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versements des 26 mars 1986 et 26 octobre 1989.

**Historique du producteur**

Une grande continuité caractérise l'action de Pierre Bérégovoy, à la tête du ministère de l'économie et des finances durant près de six ans, en dépit de l'interruption de la période de cohabitation. Au premier rang des objectifs poursuivis, figure la stabilité des prix et de la monnaie. Pierre Bérégovoy est le seul ministre des finances de la décennie 1980 à n'avoir pas dévalué et il restera au contraire comme l'homme du franc fort. Mais les résultats obtenus dans ces domaines et qui achèvent de restaurer la confiance des milieux d'affaires internationaux, s'insèrent dans un dispositif plus complexe qui vise à favoriser l'investissement des entreprises et à améliorer leur compétitivité. Parmi les mesures convergentes figurent la poursuite de la réduction des taux de l'impôt sur les sociétés et de la TVA, les restructurations qui touchent les caisses de crédit municipal (décret du 8 août 1984) ou le réseau des caisses d'épargne (loi du 10 juillet 1991), l'ouverture du marché des bons du Trésor, la création du marché à terme des instruments financiers (MATIF), la réforme du

financement hypothécaire et celle de l'intermédiation financière (1986), la libération quasi-totale des investissements étrangers(1988) ou le lancement, particulièrement réussi, du plan d'épargne populaire (1989). La modernisation des marchés financiers s'accompagne d'un souci de moralisation que traduit notamment la loi du 2 août 1989. Ce texte accroît notablement les attributions de la Commission des opérations de bourse, dont les moyens d'investigation comme le pouvoir d'injonction et de sanction sont étendus. La préparation de l'union économique et monétaire amène une réforme substantielle du code des assurances (loi du 31 décembre 1989) et provoque d'importantes restructurations administratives. Outre la réorganisation du conseil national des assurances, la création de la commission de contrôle des assurances et celle du service des assurances (rattaché à la direction du Trésor), le mouvement touche surtout les directions générales des douanes et des impôts qui échangent attributions et services en matière de TVA et de contributions indirectes. Pierre Bérégovoy entreprend d'autres réformes de structures comme, en 1985, la création de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, ou la suppression du service central d'organisation et méthodes. Ces réformes accordent une place essentielle à la volonté de rénovation du service public et d'amélioration du dialogue social : à la suite des grèves qui touchent principalement les services extérieurs à l'été et à l'automne 1989, le ministre d'État installe une délégation à la modernisation et transforme le service de la communication et des relations avec le public en direction de la communication. Enfin, c'est sous son impulsion que le ministère abandonne complètement le Louvre en juillet 1989 pour investir Bercy et que sont lancés des programmes immobiliers prévoyant le regroupement de la majorité des agents d'administration centrale dans l'est parisien.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

### **Présentation du contenu**

Ces archives comportent les dossiers d'Yves Mansion, conseiller technique auprès du ministre entre 1984 et 1986, puis directeur du cabinet de 1988 à 1989.

Elles présentent une partie des activités ministérielles de Pierre Bérégovoy avec d'une part les travaux de préparation et d'exécution du budget pour les exercices 1982 à 1987 et, d'autre part, des affaires suivies par le cabinet du ministre concernant notamment la garantie des risques économiques à l'exportation, les aides et financements en faveur des entreprises et de l'emploi, des négociations franco-soviétiques

### **Indexation**

Administration centrale

Préparation budgétaire

**B-0064192/1 - B-0064195/3**

Travaux budgétaires.

1982-1986

**B-0064192/1**

Exécution du budget 1982 : correspondance, notes de la direction du budget.

1982

**B-0064192/2**

Préparation et exécution du budget 1983 : correspondance, notes, référé et rapports de la Cour des comptes.

1982-1985

**B-0064192/3**

Préparation et exécution du budget 1984 : notes de la direction du budget et du service de législation fiscale, correspondance.

1983-1985

**B-0064193/1**

Préparation et exécution du budget 1985 : notes de la direction du budget, correspondance, projets de textes officiels, notes du conseiller technique au ministre, recours constitutionnels de sénateurs et députés à l'Assemblée nationale concernant le texte de la loi de finances 1985, décisions du Conseil constitutionnel, note de la direction du personnel et des services généraux.

1984-1986

**B-0064194/1**

Préparation du budget 1986 : notes de la direction du budget, notes du conseiller technique au ministre, correspondance, note de la direction du Trésor.

1985

**B-0064195/1**

Préparation du budget 1986, arbitrage de Maignon pour les différents ministères : notes de la direction du budget, correspondance, note de la direction du Trésor, note de la direction de la comptabilité publique, notes du conseiller technique du Premier Ministre, note DREE, notes du conseiller technique Yves Mansion.

1985

**B-0064195/2**

Exécution du budget 1986 : notes du et pour le conseiller technique (26 février et 6 mars 1986).

1986

**B-0064195/3**

Préparation du budget 1987 : notes de et pour le conseiller technique, note de la direction du budget.

1986

**B-0064196/1 - B-0064197/7**

Affaires ponctuelles.

1981-1986

**B-0064196/1**

Désignation des membres du Comité de sélection pour le recrutement des inspecteurs des finances au tour extérieur : note du conseiller technique, arrêté (14 février 1986).

1986

**B-0064196/2**

Dotations budgétaires pour le ministère des affaires sociales et le ministère de la jeunesse et des sports : notes du conseiller technique (23 novembre 1984, 26 juillet 1985) ; baisse des prélèvements obligatoires : correspondance, notes (1983-1985) ;

financement de la Commission des opérations de bourse : notes du conseiller technique (1984-1986) ; situation de la trésorerie des collectivités locales : notes du conseiller technique, notes, correspondance (1984-1985) ; examen de politiques budgétaires étrangères : note du conseiller technique, note de la direction du budget, correspondance (1983-1985).

1983-1985

**B-0064196/3**

Redressement de la situation des entreprises publiques : notes de la direction du budget (1983-1984) ; rémunération des dirigeants des entreprises publiques, demande de solution, correspondance, notes de la direction du budget, tableaux de rémunérations (1984-1986) ; restructuration de la construction navale civile : correspondance, notes du conseiller technique, note de la direction du Trésor, notes du Secrétariat d'État auprès du ministre des transports chargé de la mer (1983-1985) ; soutien financier au secteur de la sidérurgie : correspondance, compte-rendu de réunion interministérielle, notes de la direction du budget, liste des membres du conseil d'administration de la CAPA (Caisse d'amortissement pour l'acier), note de la direction du Trésor (1982-1985).

1982-1986

**B-0064196/4**

Note, avec annexes, de la direction du budget au ministre sur le système de télédiffusion par satellite (3 décembre 1984).

1984

**B-0064196/5**

Négociation franco-soviétique sur l'indemnisation, au moyen de l'or des États baltes déposé à la Banque de France avant 1939, des biens français dépossédés par l'URSS dans ces États à la suite de leur annexion en 1939 : notes.

1983-1984

**B-0064197/1**

Évaluation de la charge de la dette publique à moyen et long terme : note de la direction du budget (21 mars 1985) ; extension du contrôle des dépenses engagées : note du conseiller technique au Ministre, note du directeur de cabinet (4-6 juin 1985) ; préparation et exécution du budget du Ministère de la Défense : notes du conseiller technique, notes, correspondance, textes officiels (1981-1986) ; préparation et exécution du budget des PTT : notes de la direction du budget, correspondance, notes du conseiller technique, notes de la direction du Trésor (1984-1985) ; discussion de la loi de programmation de la recherche : correspondance, projet de loi, notes du conseiller technique, comptes rendus de réunions interministérielles, communiqués du service de presse de la Présidence de la République (1985) ; participation financière au budget de la CEE : notes de la direction du budget (1985).

1981-1986

**B-0064197/2**

Aide fiscale à l'investissement : note, note du conseiller technique (1985) ; adoption de mesures en faveur du secteur du bâtiment et de l'accès au logement : notes, correspondance, note du ministère de l'urbanisme et du logement (1984-1985) ; financement du programme européen EUREKA : notes du conseiller technique, notes de la direction du budget, correspondance, comptes rendus de réunions interministérielles, CV de 3 inspecteurs généraux des finances (1985).

1984-1985

**B-0064197/3**

Réflexion sur des mesures en faveur de l'emploi : notes du conseiller technique, note du Secrétaire d'état chargé du budget, notes (1984-1985) ; négociations et politique salariales : notes de la direction du budget (23 août et 19 décembre 1985).

1984-1985

**B-0064197/4**

Évolution de la fiscalité sur les produits pétroliers : notes du conseiller technique (30 août 1984 et 29 août 1985).

1984-1985

**B-0064197/5**

Garantie des risques économiques à l'exportation : notes, compte rendu d'une réunion interministérielle (1981-1985) ; projet de construction d'un Centre de conférences internationales au quai Branly, à l'emplacement de la DREE : notes du conseiller technique, notes du Secrétariat d'État chargé du budget et de la consommation, notes DB (1985).

1981-1985

**B-0064197/6**

Règlement d'affaires en relation avec le ministère de la culture : notes de la direction du budget, correspondance, notes du conseiller technique, compte rendu d'une réunion interministérielle.

1984-1986

**B-0064197/7**

Financement du remplacement de l'ascenseur du Conseil constitutionnel : correspondance (25 septembre 1984) ; réponse à une demande de revalorisation des indemnités des membres de la commission financière de l'AFP : note du conseiller technique (15 février 1985) ; situation de la trésorerie de la ville de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) : note du conseiller technique, correspondance (octobre-novembre 1985) ; versement de pensions aux Alsaciens et Mosellans anciens prisonniers de guerre des armées soviétiques : correspondance, note du Secrétaire d'État aux anciens combattants (1983-1985) ; Greenpeace, financement de la mission de la DGSE : note sur la visite du rapporteur du budget des charges communes du Sénat au Secrétaire d'État au budget (30 septembre 1985).

1983-1985